

L'OPINION DANS LA PRESSE MAGHRÉBINE ARABE DE 1966

La presse arabe a généralement vu le jour dans les pays du Maghreb au cours du siècle dernier et elle a imité les journaux officiels de Turquie, d'Égypte et d'Europe (1). Quelques initiatives de journaux en langues occidentales ont précédé son apparition, conditionnée comme partout par l'introduction de la lithographie ou de l'imprimerie en caractères arabes.

La première feuille maghrébine de langue arabe fut *al-Mubachchir* (dit « Le Mobacher », c'est-à-dire le « Mercure »), qui parut en 1847 en Algérie en tant que journal officiel de l'autorité française destiné aux populations arabophones.

La Tunisie connut dès 1860 un journal du gouvernement beylical, intitulé *ar-Râ'id at-tûnisi* (Le Bulletin tunisien) qui suivit l'exemple à la fois du « Mobacher » d'Algérie et de la presse officielle turque ou égyptienne.

Puis, en 1866 vint le tour de la Libye avec *T'arabulus al-Gharb* (Tripoli de l'Ouest), journal officiel encore, dont la parution s'inscrivit dans le cadre de la loi ottomane de 1856 qui imposait la création d'un porte-parole gouvernemental dans chaque province de l'empire.

Par contre, la naissance du journalisme arabe se révéla plus tardive au Maroc où un premier hebdomadaire d'inspiration française : *as-Sa'âda* (Le Bonheur) ne parut qu'en 1905, suivi en 1907 par un hebdomadaire marocain : *Lisân al-Maghrib* (La voix du Maroc) (2).

L'existence et l'évolution de cette presse maghrébine arabe ont beaucoup pâti de la concurrence des journaux occidentaux dont la prépondérance absolue pendant toute la période coloniale — renforcée d'ailleurs par des obstacles politiques, techniques et financiers de toute nature — confina les journaux arabes nationaux dans une vie modeste, irrégulière et exposée aux coups les plus durs. Ainsi, du fait seulement des deux guerres mondiales, cette presse arabe connut des arrêts totaux de plusieurs années.

Cependant, la persévérance et la volonté nationales maintinrent la tradition journalistique jusqu'aux diverses dates de l'indépendance; les journaux arabes jouèrent même un rôle important dans le réveil de la conscience populaire, la lutte anticoloniale et la revendication des libertés de base.

(1) Le premier journal de langue arabe du monde fut *at-Tanbîh* (l'Avis) créé par l'expédition napoléonienne en Égypte en 1800.

(2) *al-Maghrib*, dirigé par un Anglais à Tanger, avait paru en 1889 mais avait peu duré.

Mais l'indépendance entraîna une épuration de la presse au détriment des représentants des anciennes puissances. D'anciens journaux arabes revirent le jour et de nouveaux parurent, avec la mission de poursuivre l'action nationale, de rendre sa présence et sa dignité à la personnalité arabe et d'informer le peuple de la vie nouvelle du pays. Une reconversion de l'esprit du journalisme se révéla nécessaire car l'habitude, contractée naguère du pamphlet politique et de la revendication, n'était plus de mise dès lors qu'il s'agissait de traiter des problèmes techniques et d'adopter une critique constructive vis-à-vis de gouvernements nationaux.

La presse arabe connut donc de nouveaux aléas politiques, tandis que ses faiblesses techniques et matérielles ne s'amélioraient que peu à peu. Il n'en est pas moins vrai — qu'elle qu'ait été jusqu'aujourd'hui sa pauvreté en comparaison de la presse occidentale ou même des journaux nationaux en langues occidentales — qu'elle est considérée comme la presse de base, indispensable, car elle s'adresse au peuple.

Dans son ensemble, elle n'est pas devenue une presse d'information car, elle reste toujours trop concurrencée par la presse étrangère dont les agences mondiales bénéficient de monopoles absolus dans ce domaine. Elle ne s'est pas muée non plus en une presse uniquement commerciale, vivant de dépêches, de publicité et de scandales. Elle demeure, comme la presse des temps anciens — ou comme les meilleurs journaux d'aujourd'hui — fidèle au commentaire et à la mission de formation du lecteur.

En ce sens, on peut dire d'elle que c'est une presse d'opinion.

Pour déterminer son importance, il convient tout d'abord de relever le nombre des journaux. Cette étude ne portant que sur les quotidiens et les hebdomadaires, nous donnons donc un relevé de ceux-ci pour l'année 1966, en regard du chiffre de la population de chaque pays.

PAYS	POPULATION	QUOTIDIENS	HEBDOMADAIRES
Libye	1 560 000 h.	3	7 + 1 quadri H ⁽³⁾
Tunisie	4 460 000 h.	2	—
Algérie	12 000 000 h.	1	1
Maroc	13 500 000 h.	3	4 + 1 tri H ⁽⁴⁾
Totaux	31 520 000 h.	9	12 + 1 tri H + 1 quadri H

Ces chiffres sont inférieurs à ceux du début de 1965. En effet dans le courant de cette année-là, les changements des régimes algérien et marocain ont causé la disparition de plusieurs journaux (3). En 1966, il n'y eut plus ni journal de l'UNFP au Maroc, ni hebdomadaire arabe de la Jeunesse ou de l'UGTA en Algérie. Entre temps, par contre, naissait un nouveau quotidien marocain du centre.

(3) Voir Christiane SOURIAU : *La presse maghrébine; son évolution historique et sa situation en 1965*, Aix-en-Provence, 1967, ronéotypé; et Ahmed MUDDATHIR : *Die arabische Presse in den Maghreb-Staaten*, Hamburg, Deutsches Institut für Afrika Forschung, 1966.

(4) H : abréviation de « Hebdomadaire ».

Les chiffres de 1967 sont légèrement en hausse par rapport à ceux de 1966, à cause de la naissance de plusieurs nouveaux journaux et de la réparation du journal de l'UNFP, *al-Muh'arrir* (Le Libérateur) au Maroc.

On constate donc que malgré une tendance générale à la stabilisation, le marché de la presse arabe n'est toujours pas fixe. Mais plusieurs journaux augmentent de volume — sans avoir recours à la publicité — serrent les textes, perfectionnent la mise en page et la régularité des rubriques. Des responsables politiques et des hommes de lettres connus y participent de plus en plus. C'est la preuve d'un avenir assuré ainsi que des prémices d'une renaissance culturelle arabe qui se confirme.

Cependant, il ne faut pas perdre de vue que les pays maghrébins publient également tous des journaux nationaux en langues européennes. Considérés par l'opinion arabe tantôt comme des séquelles de la civilisation occidentale, tantôt comme un besoin indispensable de l'élite formée à l'école européenne — ou bien encore comme un mal provisoire que certains voudraient voir durer —, leur nombre est important, leur tirage généralement supérieur à celui de la presse arabe, et leur influence déterminante dans les grandes villes.

Voici un tableau comparatif pour l'année 1966 :

PAYS	QUOTIDIENS		HEBDOMADAIRES	
	1. arabe	1. occid.	1. arabe	1. occid.
Libye	3	1 en italien	7 + 1 quadri H	2 en anglais ⁽⁶⁾
Tunisie	2	— ⁽⁵⁾	—	2 en français ⁽⁷⁾
Algérie	1	3 en français	1	3 en français
Maroc	3	2 en français	4 + 1 tri H	— ⁽⁸⁾
Total	9	6	12 + 1 tri H + 1 quadri H	7

Il y a donc avantage, à l'échelle du Maghreb, mais non dans chaque pays, aux quotidiens de langue arabe sur ceux de langue occidentale. Dans le domaine des hebdomadaires (moins chers, de périodicité espacée et réservée au commentaire) la prédominance de la langue arabe est encore plus nette.

Si l'on décompte ensuite les journaux étrangers publiés sur place (tous en langue européenne) on trouve 1 H en Libye, 2 Q (9) en Tunisie; aucun en Algérie mais 3 Q + 3 H + 1 tri H au Maroc (10). Si enfin on ajoute à cela la marée régulière de la presse importée qui étouffe le marché national, on voit à quel point la presse européenne reste présente au Maghreb et combien le secteur des journaux arabes est étroit. Mais il ne fait aucun doute que leur horizon ne doive s'élargir dans un avenir plus ou moins proche, et ceci par

(5) Nous excluons de cette liste de journaux nationaux *La Presse* et *Le Petit Matin* qui ont des propriétaires français.

(6) Nous excluons *Sunday Ghibli* qui est libyen également mais effectivement anglais.

(7) Nous excluons *Jeune Afrique* qui est publié hors de Tunisie.

(8) Le seul hebdomadaire marocain national de langue française était *Libération*, de l'UNFP, qui a disparu depuis novembre 1965.

(9) Q : abréviation de Quotidien.

(10) En tenant compte des journaux français et espagnols.

suite de l'alphabétisation de base en arabe, de la politique générale d'arabisation et de la hausse du niveau de vie.

Pour évaluer l'importance de la presse arabe, il conviendrait naturellement aussi de faire état des tirages. C'est bien difficile, car ils sont variables, secrets ou faux. Ce critère, si utilisé chez nous, se révèle assez vain au Maghreb où il est faussé par des procédés courants comme les lectures successives ou les lectures publiques. Qui peut dire combien de personnes ont lu un journal chez le coiffeur, combien de fois il a été revendu à des clients qui ne payent chacun que quelques sous, à combien d'auditeurs le client éventuel fait une lecture publique au café, ou sur la place publique, ou à la maison ? Notons au passage que ces auditeurs qui ne savent pas lire n'en sont pas moins aptes à juger les événements et à se former une opinion.

Ceci dit, les tirages de la presse arabe sont très faibles, avec des chiffres fréquents de 5 000 et 10 000. Quelques journaux tirent à 1 000, d'autres, en période faste de l'actualité, vont jusqu'à 30 000. C'est dérisoire, évidemment, en face des tirages de la presse à sensation occidentale. Mais ce dénuement qui s'explique par l'analphabétisme d'une grande partie du public arabophone et par son faible pouvoir d'achat, vient aussi de ce que l'organisation du marché n'a pas encore échappé aux vicissitudes cycliques du sous-développement. La presse est un phénomène moderne qui n'est pas encore bien assimilé au Maghreb. Sa distribution hasardeuse, sa commercialisation empirique et sa mission trop uniment politique empêchent son développement rationnel et une implantation suffisante. Il existe très peu de journalistes professionnels et ils sont tous plongés dans la crise d'une reconversion qu'impose la gigantesque mutation de leurs pays.

On ne se rend généralement pas compte dans les pays bien rôdés d'Europe, des moyens élémentaires dont dispose le Tiers-Monde pour engager la bataille contre le sous-développement.

On n'imagine ni l'urgence et l'acuité des problèmes, ni la misère et l'ignorance du peuple dont il s'agit d'orienter l'opinion dans un sens favorable à la coopération. Or, il a toujours fallu beaucoup de preuves à un paysan pour qu'il ose se mettre à espérer des jours meilleurs.

La presse arabe à laquelle les promoteurs tant politiques qu'intellectuels reconnaissent un rôle primordial dans l'action nationale, s'adresse donc en premier lieu à cette base qu'est « ach-cha'b », le Peuple, souvent sublimé pour la circonstance; l'élite veut son bien par principe mais elle le connaît peu. Or, il n'est point de succès possible sans la participation du peuple; voilà pourquoi on tient à prendre contact avec lui, à tenter un dialogue ou au besoin à lui faire subir des pressions.

Certes, le fellah n'attend pas les journaux pour former son opinion. Celle-ci reste ancestralement conditionnée par l'expérience de la misère, les principes virils et traditionnels de l'honneur et de la vie communautaire ainsi que par une rare endurance devant les coups du destin. Confronté sans cesse aux problèmes vitaux, le paysan craint de subir des dommages supplémentaires dus aux innovations des messieurs de la ville, fussent-ils ses « frères ».

La bédouine tunisienne à qui M. Bourguiba reproche sa ribambelle de gosses, pense qu'elle les doit à Allah. L'ouvrier agricole des Hauts Plateaux algériens ne voit pas l'utilité d'une nouvelle ligne aérienne s'il ne possède pas un âne pour aller au marché. Le Libyen des tribus de la Cyrénaïque ne croit pas aux effets bénéfiques du pétrole pour la communauté puisqu'il ne perçoit lui-même aucune participation en espèces sonnantes à des revenus qu'il sait mirifiques. Le Marocain dont aucun fils ne peut fréquenter l'école regarde avec amertume le fils du voisin partir avec un cartable. Durer, survivre, et peut-être profiter un peu — ou beaucoup par un coup de chance — des occasions qui passent..., tel doit être le souhait commun de l'opinion populaire. Mais il est sûr aussi que l'accession à l'indépendance l'a soulagée de la servilité par laquelle elle se sentait avilie — et qu'elle se juge maintenant maîtresse dans son propre logis.

Que peut-elle donc tirer de la presse, alors que les gens se livrent plus volontiers au colportage oral des nouvelles et qu'ils écoutent la radio ? Peut-être l'occasion d'une réflexion soutenue par des arguments plus probants — puisqu'ils sont écrits — à propos des grands problèmes du monde ? Ainsi, dans le cas de la Palestine, les journaux publient des cartes, des récits d'origine, des discours, des poèmes; le peuple maghrébin établit alors un parallèle avec sa propre situation naguère et pense que ses frères palestiniens ont été comme lui spoliés de leurs biens par des colons étrangers. Dès lors, il ne s'agit plus que de s'en débarrasser par un mouvement de libération pour résoudre le problème là-bas comme chez eux. Dans cette question, le devoir d'aide aux malheureux réfugiés palestiniens l'emporte de loin sur celui d'une entr'aide arabe généralisée.

En fait, les fellahs ne sont que des « clients » éventuels ou épisodiques de la presse, même en arabe. Les vrais lecteurs sont les « lettrés », c'est-à-dire ceux qui ont reçu leur instruction uniquement en arabe, à tous les degrés. Ce sont d'abord les anciens élèves des écoles coraniques parmi lesquels il faudrait compter une bonne partie des filles alphabétisées (mais ont-elles quelque accès au journal ?). Puis il y a ceux des medersa, des lycées franco-musulmans et, évidemment des grandes mosquées de la Zitouna, de la Qarawiyîn ou d'el-Azhar. Les voici aujourd'hui hommes de religion et de droit, hommes d'affaires, enseignants; ou bien encore artisans, petits ou grands bourgeois propriétaires, militants de partis...

Ce sont eux aussi qui « font » la presse — et non pas « la base » comme le réclame l'U.G.T.A. En effet, si quelque « courrier des lecteurs » reflète à l'occasion l'opinion d'un fellah, c'est à la suite d'un tri soigneusement effectué et d'une mise en condition du texte par les collaborateurs du journal. On ne peut dire qu'il existe un vrai dialogue entre le sommet et la base grâce aux journaux; tout au plus quelques questions reçoivent-elles quelques réponses.

Deux tendances principales se partagent l'opinion de la presse. La première, traditionaliste et progressiste à la fois, est religieuse et tend à donner au musulman sa place dans le monde moderne grâce à l'étude et à la rénovation profonde de la conscience, dans le cadre d'un retour aux conditions des premiers temps de l'Islam. C'est le réformisme religieux, prôné jadis

par Muh'ammad 'Abduh en Egypte, plus tard par le Cheikh 'Abdelh'amîd Ben Bâdis en Algérie et, de nos jours encore, par l'Istiqlal au Maroc.

L'autre tendance est franchement moderniste et occidentalisée. C'est celle des intellectuels auxquels leur double culture permet d'opérer les transferts nécessaires entre les civilisations musulmane et occidentale. Un antagonisme sourd ou déclaré les oppose aux milieux traditionalistes. Les meilleurs écrivent tantôt en arabe, tantôt en français. Ils dépensent toutes leurs forces dans le combat contre l'immobilisme, portant l'avenir à bout de bras. Ils sont les acrobates de la transition actuelle : souvent isolés dans leur monde, ils doivent oser penser neuf.

Bien qu'à l'inverse des traditionalistes, ils ne soient plus sûrs des lendemains, il leur faut croire à eux-mêmes, à leur idéal, et imposer cette confiance aux autres. C'est pourquoi ils s'acharnent à exposer, expliquer, convaincre; mais l'enjeu est bien différent selon qu'il s'agit d'imposer une œuvre qu'on construit — comme c'est le cas pour les responsables tunisiens — ou une théorie qu'on défend, comme c'est le cas des intellectuels marocains et libyens.

L'opinion commune des journaux arabes n'est donc pas celle de la masse, mais bien celle dont un milieu bourgeois veut la persuader. Les gouvernements ont naturellement leur part dans cette entreprise. Voici à ce propos le tableau de la répartition des journaux arabes en secteurs officiels et privés.

PAYS	SECTEUR OFFICIEUX	SECTEUR PRIVÉ	
		Journaux de partis	Journaux de particuliers
Libye	1 Q + 1 H + 1 quadri H	—	2 Q + 6 H
Tunisie	—	1 Q	1 Q
Algérie	—	1 Q + 1 H	—
Maroc	1 Q	1 Q + 1 H + 1 tri H	1 Q + 3 H
Totaux	2 Q + 1 H + 1 quadri H	3 Q + 2 H + 1 tri H	4 Q + 9 H

Il en résulte que la situation est différente dans chaque pays; en Libye, la presse d'Etat équilibre presque la presse privée (11) mais l'interdiction des partis entraîne l'inexistence de leurs journaux; en Tunisie, un seul quotidien privé fait contre-poids au puissant quotidien du parti unique; la presse algérienne est nationalisée; tandis qu'au Maroc, au contraire, il n'existe qu'un seul quotidien arabe officiel pour tenir tête à un important secteur privé où les partis sont bien représentés.

On voit ainsi que, sauf au Maroc où les habitudes démocratiques françaises ont été conservées, on entend faire de l'opinion, autant que possible, une question d'Etat.

(11) Car il faut compter que l'Etat publie également plusieurs revues bi-mensuelles.

A. — LIBYE : Liste des journaux parus en 1966.

TITRE	PÉRIODICITÉ	TENDANCE	DATE DE FONDATION	FORMAT NOMBRE DE PAGES	PRIX	LIEU D'IMPRIMERIE
<i>T'arâbulus al-Gharb</i> (Tripoli de l'Ouest)	Q	Gouvernemental.	1866 repris en 1943	Grand. 6-8 p.	10 mill	Tripoli
<i>ar-Râ'id</i> (Le Bulletin)	Q	Indépendant. Concurrent du précédent.	1956	Demi. 8 p.	20 mill	Tripoli
<i>at'-T'ali'a</i> (L'Avant-Garde)	H	Indép. Nationaliste - Esprit syndi- caliste.	1958	Grand. 6 p.	20 mill	Tripoli
<i>al-H'urriya</i> (La Liberté)	H	Indép. Politique. Libéral.	1963	Grand. 6-10 p.	20 mill	Tripoli
<i>al-Maydân</i> (L'Arène)	H	Indép. Général. Milieux d'affaires.	mai 1964	Grand. 6-8 p.	20 mill	Tripoli
<i>Fazzân</i> (Le Fezzan)	H	Gouvernemental.	1956	Grand. ?	10 mill	Sebha
<i>ar-Raqîb</i> (L'Observateur)	H	Indép. « La Voix du Peuple Arabe ».	1961	Grand. 6 p.	20 mill	Benghazi
<i>az-Zamân</i> (Le Temps)	H	Indép. « Allah, la Patrie, le Roi ».	1953	Grand. 6 p.	?	Benghazi
<i>Barqa al-Jadîda</i> (La nouvelle Cyrénaïque)	quadri- H	Gouvernemental.	1944	Grand. 4 p. ?	10 mill	Benghazi
<i>al-H'aqîqa</i> (La Vérité)	Q	Indép. Politique. Intellectuels pro- gressistes.	1964	Moyen. 8 p.	20 mill	Benghazi
<i>al-'Amal</i> (Le Travail)	H	Indép. Politique. Milieux d'affaires.	1958	Grand. 4 p.	20 mill	Benghazi

Il serait utopique d'étudier d'emblée les thèmes d'une opinion « maghrébine » alors qu'il existe peu de contacts entre les diverses agences de presse nationales et que seuls quelques exemplaires des journaux les plus importants parviennent dans les pays « frères ».

Nous étudierons donc quelques thèmes caractéristiques de la presse de chaque pays et nous verrons ensuite s'il y a lieu d'en tirer des conclusions sur l'unité ou la diversité des points de vue maghrébins. Nous ne nous appesantirons cependant pas sur les opinions politiques, bien connues par ailleurs.

On voit que les journaux arabes libyens sont assez nombreux, et déjà anciens. Ce n'est pas là le fruit du hasard. En effet, une première éclosion du journalisme libyen ne fut pas occidentale mais arab-ottomane et connut son heure de gloire entre 1908 et 1911. Elle précéda l'occupation coloniale et la Libye eut ainsi l'avantage de jouir dans son passé national d'une presse bien vivante et représentée par près d'une dizaine d'hebdomadaires tant gouvernementaux que privés. Aujourd'hui l'Etat publie ses journaux à Benghazi, à Tripoli et à Sebha; c'est une habitude, contractée au temps du fédéralisme des trois provinces, qui se perpétue. Les prix particulièrement bas des journaux gouvernementaux prouvent la sollicitude dont ils sont entourés.

Quant à la répartition des journaux privés entre Tripoli et Benghazi elle ne fait que refléter l'aspect réel du pays écartelé par ses déserts en trois régions : la Tripolitaine plutôt citadine et bourgeoise, la Cyrénaïque où règnent des tribus et la confrérie sénoussie, et le reste, c'est-à-dire les oasis.

La disparition des partis, confirmée depuis 1963, a entraîné l'individualisme des journaux et un éventail des tendances largement ouvert. L'on y décèle des nuances qu'on ne retrouve qu'au Maroc; elles vont de la stricte tradition au progressisme intellectuel en passant par le libéralisme d'affaires et la revendication syndicale.

Certes la liberté de la presse est théoriquement proclamée par la loi libyenne. Cependant des troubles populaires en 1963 et 64 ont eu pour conséquence l'introduction de modalités restrictives draconiennes qui ont rendu les journaux particulièrement prudents. Jamais ils ne s'attaquent au Roi ni au régime. Mais tout en ne représentant nullement ce qu'il est convenu d'appeler une presse d'opposition, ils arrivent grâce à leurs remarques, à leurs conseils, à leurs critiques positives, à constituer malgré tout un moyen de contrôle sur la gestion du pays et de pression sur l'administration et le gouvernement.

Naturellement, il existe aussi en Libye des « inconditionnels » qui ont tout lieu d'être satisfaits du régime et qui ne trouvent rien à redire sinon aux « autres », c'est-à-dire aux étrangers, aux novateurs et aux gens sans foi.

Tous les journaux libyens sont nationalistes, arabophiles, musulmans. Mais ceci dit, ils ne se privent pas d'analyser la situation avec minutie — et de partager leur opinion entre une satisfaction légitime et une inquiétude qui confine parfois à l'anxiété.

Chacun est bien aise des revenus du pétrole — encore les examine-t-on méticuleusement — et d'un budget particulièrement confortable. Sur ce plan, ce ne sont que louanges pour le gouvernement et l'arbitre suprême du pays, le « grand Idris », qui maintient la stabilité et l'ordre.

Mais dès qu'il s'agit de convertir ce budget en moyens de promouvoir le pays et la communauté, les problèmes naissent, pratiques et moraux. Les Libyens pensent que, de mémoire d'homme, leur pays a été pauvre et que son climat impitoyable a imposé à tous à la fois une même vie précaire et digne. Naguère encore, il y avait peu d'hommes riches au sein d'une communauté patriarcale et dévote, qui se consolait dans l'égalitarisme. Or voici que brusquement le pays a « hérité de Dieu » une richesse fabuleuse qu'il s'agit de distribuer équitablement.

Or, ce n'est pas ce que l'on voit se produire malgré tous les efforts. La répartition ne se fait pas selon la justice distributive. L'inégalité empire, devient criante. Les campagnes se vident, la main-d'œuvre sans qualification ne trouve pas de travail lucratif, l'industrialisation ne démarre pas. Les paysans se prolétarisent dans des villes peuplées de richards.

On crie au scandale devant la misère noire de l'arrière-pays, devant la vie chère et le problème du logement dans les villes, la crise de la main-d'œuvre, de l'équipement, de la scolarisation.

Certes, le gouvernement agit et le pays progresse, son niveau de vie augmente mais que faut-il penser — à la suite du choix délibéré d'un régime capitaliste et de libre-concurrence — des abus des compagnies pétrolières, de l'immixtion des experts étrangers, de la prolifération des faussaires, prête-noms et profiteurs de tous genres ?

Comment admettre surtout une administration tracassière qu'on se plaît à charger de tous les vices et de toutes les fautes ?

L'inquiétude la plus vive se fait jour devant l'amoralisme que crée la course à l'argent. On prêche, on exhorte, on conjure le citoyen de garder une conscience intègre; et l'Etat d'intervenir pour assurer le bien commun, au besoin par des mesures coercitives ou protectionnistes. On regarde en face les problèmes économiques et les maladies sociales qui commencent à frapper la famille et l'âme de chacun.

Mais les journalistes ont beau savoir qu'il faut produire, aucun d'eux finalement n'est un producteur.

Le poids de la réalité est parfois tel que le découragement apparaît, surtout à propos de la création culturelle. L'isolement des hommes de lettres, l'arriération du peuple, l'ambiance fermée et rétrograde de la société des villes persuade les artistes de la vanité de leur mission.

Il est juste que l'on sache que ce drame de conscience existe en Libye car on en chercherait en vain des échos circonstanciés dans la presse de langue occidentale. C'est toujours dans les journaux arabes que l'on va au fond des choses — si toutefois l'autorité en accorde le loisir.

B. — TUNISIE : Liste de journaux parus en 1966.

TITRE	PÉRIODICITÉ	TENDANCE	DATE DE FONDATION	FORMAT NOMBRE DE PAGES	PRIX	LIEU D'IMPRESSION
<i>al-'Amal</i> (L'Action)	Q	Parti Socialiste Destourien	Juin → sept. (?) 1934; 8 août 1937 → avril 1938 puis 25 octobre 1955...	Grand. 10 p.	20 mill.	Tunis
<i>aç-Çabâh'</i> (Le Matin)	Q	Indépendant. Paragouvernemental. Surtout politique. Milieux d'affaires.	1 ^{er} février 1951 → 1952, puis 1955...	Grand. 6 p.	20 mill.	Tunis

La différence avec la Libye saute aux yeux : la Tunisie compte trois fois plus d'habitants mieux alphabétisés et plus groupés sur un plus petit territoire; sa tradition journalistique en arabe est plus ancienne, plus continue et tout aussi diverse que celle de la Libye — mais on n'y publie que deux journaux, et tous deux tunisois ! Il n'y a aucun hebdomadaire d'opinion pour tout le pays. Pourquoi ?

Il y a à cela plusieurs raisons. D'abord, lorsqu'il s'agit d'arabe, c'est-à-dire de la langue maternelle du pays, la volonté de garder la haute main sur ce secteur se manifeste clairement chez les autorités. La vieille lutte politique entre les partis s'étant soldée après l'indépendance par la victoire totale du parti libéral destourien, — devenu socialiste en 1964, — l'un après l'autre se sont tus les journaux du Vieux-Destour, du parti communiste ou des indépendants; les feuilles satiriques populaires ont disparu. Aujourd'hui, si l'on considère que *aç-Çabâh'* est paragouvernemental, le parti unique s'est attribué le monopole de l'information en arabe, tant dans la presse qu'à la radio, à la télévision et dans les actualités filmées.

En ce qui concerne la presse, il ne reste plus en lice qu' *al-'Amal*, véritable instrument du militantisme destourien, et *aç-Çabâh'* qui, tout en ayant connu jadis lui aussi le plus fort de la bagarre nationaliste, s'est maintenu en dehors du parti et est resté plus imprégné qu'*al-'Amal*, de politique internationale, de panmaghrébisme, de panarabisme et de panislamisme.

D'autre part il existe une réticence foncière envers une éventuelle opposition libre au régime. Elle a empêché notamment en 1965 la parution d'un journal communiste pour lequel avait été déposée une demande d'autorisation (12). Jointe encore au programme d'austérité économique, elle laisse supposer qu'il n'y aura pas de sitôt une nouvelle création dans la presse d'opinion tunisienne.

Un journal représente un gros effort financier. Or, le parti seul peut actuellement se le permettre. Tandis que *aç-Çabâh'* se maintient sur 6 pages et vit de la fidélité de sa clientèle, *al-'Amal* poursuit son essor technique, s'enrichit et prend du volume.

Comme ces journaux offrent très peu de publicité, ils ont assez de place dans leurs pages pour traiter à la fois l'information et le commentaire. Tandis que le quotidien du parti renseigne plutôt sur l'actualité nationale, les décisions officielles et la vie du parti, le quotidien indépendant insiste sur l'actualité internationale (pays arabo-musulmans, Tiers-Monde, U.S.A., U.R.S.S.) et le monde des affaires.

Quant à l'opinion, l'un la forge et l'autre en résonne. Car *al-'Amal* est un journal de militants et *aç-Çabâh'* un journal de clients.

Quoi d'étonnant que la théorie émane du sommet et chemine, à travers la hiérarchie du parti, jusqu'à la base ? C'est M. Bourguiba et son Bureau

(12) Cette nouvelle qui a paru dans un article du journal communiste marocain *al-Kifâh'* *al-Watâni* ne permet de savoir ni la périodicité prévue pour ce journal, ni sa langue. Le titre devait être *H'iwârât* ou *Dialogues*.

Politique qui donnent l'impulsion générale au mouvement; *al-'Amal* attend le signal et emboîte le pas. A travers les textes complets des discours et les commentaires des éditoriaux naissent les idées et puis elles font leur chemin. Elles aboutissent aux discussions des cellules ou de la rue — et parfois se transforment en slogans.

Ce grand courant d'opinion qui subit la pression politique comme les mœurs subissent la pression sociale, finit par atteindre la masse et l'imprégner. Il faut dire que des efforts constants sont mis en œuvre pour que le journal soit un lien avec le public, un moyen de l'éclairer, de le persuader, de l'amener à la participation. Ainsi y expose-t-on les finesses du bourguibisme — tout en aiguisant les susceptibilités par le récit des attaques lancées contre cette méthode.

Chaque jour aussi paraît une page locale, très variée et entièrement rédigée dans les bureaux des provinces. De grandes pages historiques paraissent régulièrement et rattachent les Tunisiens à leur passé. Les citadins découvrent le Sud. Les campagnards font connaissance avec les principes de la planification, l'hygiène publique, l'organisation du travail...

L'originalité de *al-'Amal* réside dans le nombre d'articles rédigés par des responsables et des techniciens. Petit à petit on voit l'argument professionnel et la preuve technique prendre le pas sur l'affirmation théorique. Le lecteur commence à pouvoir apprécier à juste titre les réalisations économiques de son pays.

A ce propos, une innovation qui paraît modeste, est cependant révolutionnaire dans la presse maghrébine arabe : depuis 1966, une page quasi hebdomadaire est réservée à l'agriculture. Non pour parler de projets vagues ou de décisions de principe, mais pour apporter aux cultivateurs des renseignements précis sur les plantes, les terrains qui leur sont propices en Tunisie et les rendements qu'on peut en espérer.

Une autre tentative, plus ancienne, mais louable elle aussi, est d'offrir régulièrement aux lecteurs une page sur le jeu d'échecs, avec problèmes et compétitions organisées.

Aç-Çabâh' n'a pas les moyens de faire tout cela. D'ailleurs ce n'est pas son but. Il prospère comme un propriétaire sahélien dont les affaires vont bien à condition qu'il s'en tienne strictement à la ligne qu'il s'est choisie, c'est-à-dire : l'Islam, l'arabe et les affaires. C'est un journal d'aspect classique, sérieux, et en même temps profondément passionné par la politique et les grands thèmes de l'époque de l'indépendance : liberté nationale, anticolonialisme, libération du Tiers-Monde, union du monde arabo-musulman.

S'il se lance avec autant d'impétuosité qu'*al-'Amal* dans la défense et l'illustration du bourguibisme, il ne va cependant pas comme lui jusqu'à s'interdire de nommer l'auteur et le pays d'origine d'une œuvre égyptienne; il se veut ouvert au monde et c'est une raison de son succès.

Vis-à-vis des problèmes essentiels de la Tunisie, il adopte une attitude tout à fait parallèle à la ligne officielle. Cependant, sur des points de détail, il fait valoir les intérêts et le point de vue de ses clients, enclins et habitués

aux méthodes de la libre initiative dans le domaine des affaires. Ainsi, à propos de la création des coopératives commerciales, il se permet quelque scepticisme. A son avis, le commerce tunisien est un secteur peu solide et qui revient de loin. Pour qu'il puisse participer, comme on le demande, au relèvement de l'économie et de la production, il ne suffira ni d'un accord de principe, ni de théories scientifiques ni de l'enthousiasme officiel; à cela s'opposent malheureusement l'amère réalité, l'hypocrisie et l'égoïsme humains, le goût du gain rapide, les vues courtes. Il faut songer que les déceptions passées ont engendré des attitudes négatives qui constituent de mauvais exemples. Seule l'aide de l'Etat peut renflouer le commerce et dans ces conditions, un contrôle sévère du Bureau Politique devient légitime; c'est ce qu'il faut faire comprendre aux intéressés. On voit par quel biais cette opinion rejoint le point de vue officiel.

De toute évidence, l'action psychologique entreprise par le parti a une telle envergure, de tels moyens de pénétration, qu'elle ne peut laisser la foule indifférente — d'autant plus que celle-ci est directement mise à contribution.

Sans doute les Tunisiens sont-ils fiers de tant d'effort, de sérieux, d'habileté et d'entêtement. Ils en recueillent déjà les premiers fruits et sont flattés du prestige de leur petit pays; dans les deux journaux, la satisfaction tourne parfois au triomphalisme.

Mais chaque citoyen à part soi ne doit pas manquer d'être pris parfois de vertige devant tant de mouvement et de bruit. Il arrive que la sévérité de la discipline, l'austérité des mœurs, l'incertitude de l'issue des bouleversements qu'implique le socialisme entraînent la lassitude ou la passivité: la Tunisie connaît, elle aussi, une crise morale et intellectuelle. Le luxe est entré chez les uns, le bien-être est en vue chez les autres et les vertus faiblissent.

On répond à cet amollissement dans *aç-Çabâh'* par des sentences hautaines, puritaines, car on y professe un certain dégoût pour les jeunes « dévoyés », les voleurs, les mendiants, les filles « modernes ».

Dans *al-'Amal*, on stigmatise aussi. Les pauvres hères — moralement ou économiquement faibles — sont des poids morts, des témoins d'une déchéance honteuse dont les bourgeois de la cité ne veulent à aucun prix. Alors ils font tout pour les endoctriner, les amener eux aussi dans le giron du parti unique, avec la jeunesse, les ouvriers, les femmes, tous. Et on condamne les têtus.

L'année 1966 se distingue encore par une profonde réflexion religieuse. Comment accorder l'action et la foi, la tradition et le modernisme? Pour certains, bien sûr, le Coran est « moderne » pour qui veut bien le comprendre. Mais pour la génération engagée dans l'action et les responsabilités, le réformisme religieux est dépassé dans sa définition ancienne; c'est la recherche de l'harmonie entre les principes du croyant et les motivations du citoyen militant qu'il faut poursuivre. La laïcité est passée de mode pour une grande partie de l'élite.

On a beaucoup discuté aussi du manque de vitalité de la création culturelle. Eh ! quoi, tant de maisons de la culture, tant de clubs, d'expositions, de festivals pour si peu d'œuvres nouvelles, si peu de critiques intéressantes ?

En réalité, il nous semble difficile qu'un pays en pleine mutation puisse publier pour le moment autre chose que des études et des enquêtes dans le genre sérieux. Les œuvres de détente ou celles qui rendent un son de cloche différent de la voix officielle dorment sans doute en attendant des jours meilleurs et une plus grande libéralité.

Les dirigeants actuels ne sont pas sûrs encore d'avoir engagé le pays assez loin dans la bataille contre le sous-développement pour qu'il ne puisse plus être question de retour à l'apathie. Les volontés sont si tendues, le poids des responsabilités est tel que l'on n'accepte pas encore d'être généreux et de tolérer des avis contraires ou hors cadre. Jusqu'ici la tolérance a limité la liberté d'opposition à l'ambiguïté et à la critique constructive. Mais on envisage sérieusement d'assouplir cette attitude officielle en organisant par exemple des dialogues entre les responsables et les citoyens au niveau des municipalités.

Dans tous les cas, *al-'Amal* prouve cette nouvelle tendance en inaugurant la publication de grandes caricatures en quelque sorte officielles. Alors qu'auparavant on ne voyait « portraiturés » aux côtés du « Tunisien moyen » que Nasser, Chouayri et De Gaulle, cette année le Tunisien de base a disparu au profit des ministres ! A leur tour d'être gentiment, drôlement esquissés dans l'exercice symbolique de leurs fonctions, maniant les biberons ou les tracteurs. Naturellement, il n'y a aucune caricature de M. Bourguiba mais on voit quand même le grand mufti escalader un minaret, comme un palmier, tout en égrenant son chapelet. Ce n'est pas que l'on veuille dénigrer la religion ; au contraire, on compte ainsi l'intégrer dans la vie moderne, au même titre que les autres grandes fonctions de première nécessité.

C. — ALGERIE : *Liste des journaux arabes parus en 1966.*

TITRE	PÉRIODICITÉ	TENDANCE	DATE DE FONDATION	FORMAT NOMBRE DE PAGES	PRIX	LIEU D'IMPRESSION
<i>ach-Cha'b</i> (Le Peuple)	Q	Parti FLN	11 décembre 1962 1957 : à Tunis;	Grand. 6 p.	0,25 da	Alger
<i>al-Mujâhid</i> (Le Combattant)	H	Organe Central du Parti FLN	1962 : à Alger; arrêt d'un mois après le 19 juin 1965	Demi. 20 p.	0,50 da	Alger

On est surpris, à première vue, de ne compter que deux journaux de langue arabe dans ce pays largement arabophone et peuplé de douze millions d'habitants; il s'agit là pourtant d'un progrès par rapport à de nombreuses périodes de l'histoire de l'Algérie, car la presse y est née dans le cadre colonial et les journaux arabes ont toujours été l'objet de la suspicion et de la sévérité des autorités.

Naturellement, les feuilles anciennes ont toutes disparu avec la guerre de 1954-1962; celles qui paraissent aujourd'hui sont des organes du nouveau pouvoir algérien.

C'est ainsi que l'édition arabe de l'hebdomadaire du F.L.N., *al-Mujâhid* (Le Combattant) (13), né en exil en 1957, a paru à Tunis presque jusqu'à la fin des hostilités; l'indépendance une fois acquise, le journal s'est installé à Alger où il paraît régulièrement depuis. D'autre part, le gouvernement algérien a décidé de publier le quotidien arabe *ach-Cha'b* (Le Peuple) (14) dès le 1^{er} décembre 1962; décision significative puisqu'elle créait le *premier* quotidien de langue arabe d'Algérie (15).

Depuis lors, ces deux journaux — avec l'hebdomadaire *Révolution Africaine* — ont été les seuls à survivre à la fois aux mesures d'austérité financière et aux remaniements politiques, en particulier à ceux qui ont frappé la presse le 19 juin 1965. Disons aussi que la presse algérienne étant nationalisée, son existence dépend entièrement du gouvernement; les journaux tombent ou subsistent à son gré indépendamment du personnel — qui subit le même sort — mais un peu à part. Les collaborateurs changent toutefois moins souvent, semble-t-il, dans les journaux de langue arabe que dans ceux de langue française: nous le savons, ils sont indispensables, et de plus, il n'existe en Algérie que peu de journalistes arabisés. Ils appartiennent à un milieu particulier et jouissent d'une certaine autonomie.

Néanmoins, l'hebdomadaire de la jeunesse *ach-Chabâb* (La Jeunesse) et le bi-mensuel de l'U.G.T.A. *ath-Thawra wal-'amal* (Révolution et Travail) ont disparu depuis 1965, la politique du Conseil de la Révolution étant d'intégrer l'action des jeunes et des ouvriers dans celle du Parti. Et justement *ach-Cha'b* et *al-Mujâhid* continuent avec *Révolution Africaine* à dépendre de ce même Parti, alors que les quotidiens d'information de langue française sont tous passés sous l'autorité du Ministère de l'Information après le 19 juin.

Ceci prouve l'importance qu'on leur attribue, non seulement comme symboles de la revendication de la condition arabe dans un pays francisé par la colonisation, mais aussi comme instruments *théoriquement* fondamentaux de la formation populaire.

Leur période expérimentale, celle des premières années semble déboucher en 1966 sur une ère de rôdage. Tandis qu'*ach-Cha'b* se maintient sur six pages, mais serre de plus en plus un texte varié et bien présenté, *al-*

(13) qui a doublé longtemps l'édition française intitulée *el-Moudjahid*, disparue aujourd'hui.

(2) qu'il ne faut pas confondre avec le quotidien en français *al-Chaab* qui s'intitula plus tard *Le Peuple*.

(15) Si l'on excepte la tentative éphémère d'*an-Najâh* en 1930.

Mujâhid s'étoffe et se met en valeur. Les slogans du militantisme et la facilité verbale de naguère cèdent la place à l'enquête et à la réflexion. On choisit comme thèmes l'algérianisation, l'arabisation, le travail. Suivant le programme de M. Boumedienne, on recherche les possibilités d'une véritable démocratisation, d'un socialisme algérien, d'une orientation scientifique dans le cadre de l'Islam. Enfin, on s'attaque concrètement aux problèmes pratiques tels que la vie chère, le logement, l'équipement, l'autogestion, la production, l'industrialisation, l'émigration, le chômage, etc.

Malgré leur sujétion à l'Etat, ces journaux sont bien faits. L'expérience d'une presse algérienne de langue arabe est donc concluante; mais c'est dommage qu'elle ne compte pas encore de pages élaborées dans les centres bien arabisés d'Algérie tels que Constantine, Tlemcen et Ghardaïa... en attendant peut-être le lancement de journaux autonomes dans ces villes. Pour l'instant, l'argent fait défaut, ainsi que les professionnels du métier, les imprimeries et aussi les circuits adéquats d'information et de distribution. Peut-être aussi manque-t-il l'esprit d'initiative d'une entreprise privée ?

Dans la situation actuelle, les journaux arabes paraissent parvenir un peu au hasard aux lecteurs. Le quotidien est vendu dans la capitale, distribué dans les bureaux officiels ou envoyé dans l'intérieur et à l'étranger — mais en petites quantités car le tirage est faible. Quant à l'hebdomadaire, qui est un organe intérieur du parti, il est distribué, souvent gratuitement, dans les fédérations du pays, sans que les lecteurs soient assurés de pouvoir le lire régulièrement.

Malgré cela *al-Mujâhid* a réussi à établir un certain contact avec son public, grâce notamment à son courrier des lecteurs, rubrique dont la présence dans un journal témoigne toujours d'un esprit d'ouverture et de bonne volonté.

On n'hésite pas à publier les plaintes et les revendications des petites gens toujours en butte à la misère et aux exactions. Parfois une lettre navrante rappelle aux « heureux » des cités le délaissement des paysans : « Nous les oubliés, les milliers, les millions d'oubliés des villages lointains et des campagnes, nous avons pourtant combattu pour l'indépendance. On parle, dans les proclamations et les journaux, de notre révolution paysanne; comme si elle ne faisait pas partie de la révolution du peuple tout entier. Notre sort est injuste car nous n'avons récolté que ce privilège distinctif que nous n'avons pas cherché. Et nous avons constaté que le vrai privilège, celui des richesses, ce sont les citadins qui en jouissent, et avec eux nos frères, les soldats de la résistance qui jadis trouvaient refuge dans nos campagnes. Aujourd'hui on ne les voit plus qu'en de rares occasions, et seulement dans les villes et dans de grosses autos. Jusques à quand, etc. » (16).

Il est remarquable que ce soit la presse d'Algérie qui tente le plus honnêtement d'assumer la réalité humaine au Maghreb. D'après les photos, on accepte que l'Algérien type soit un ouvrier aux vêtements élimés, un pauvre

fellah enturbanné. On ne veut pas pour autant jeter le discrédit sur leur pauvreté mais montrer plutôt qu'ils ont — eux aussi — leur avis et que finalement ce sont eux qui travaillent.

En 1965, le journal de l'U.G.T.A., *ath-Thawra wal-'amal*, savait donner la parole au peuple, aussi bien à l'atelier que dans les salles de meeting. Mais en 1966, cette voix s'est tue (17). On voit davantage de responsables chez qui le sobre complet veston l'emporte, après une ère de treillis et de vestes chinoises. On leur reproche d'ailleurs cette élégance dont les signes distinctifs, cravate et lunettes noires, sont jugés aussi bourgeois et pervers que les robes courtes et les cigarettes des femmes.

Mais posons la question : qui donc, dans cette Algérie populaire, primaire, égalitaire, aux innombrables enfants Kabyles ou francisés, qui donc lit la presse arabe ?

Somme toute peu de gens et certes pas les analphabètes qui, parlant chez eux un langage suffisamment particulier, ne peuvent comprendre ni l'arabe moderne ni le français correct. Inutile de leur présenter comme on le fait des films parisiens ou cairotes, un théâtre élaboré, des discours au vocabulaire occidental... ils écoutent mais ne comprennent pas et s'en agacent et le disent.

Les seuls lecteurs possibles sont les Algériens qui ont reçu un enseignement — privé ou officiel — en arabe, ainsi que les professeurs responsables de cet enseignement, à savoir, la plupart du temps, des lettrés ou des intellectuels sortis des universités musulmanes de Tunis, du Caire, de Bagdad ou de Damas.

La double culture est rare en Algérie. Beaucoup d'Algériens francisés sont analphabètes en arabe et cette situation creuse un fossé profond entre les deux classes. Car les fonctionnaires sont recrutés dans la classe « francisée » et ils entendent garder la haute main sur l'organisation administrative dont les « arabisés » se jugent frustrés. Ainsi ces derniers revendiquent exactement comme dans le passé leur participation à la gestion des affaires publiques. Et pour départager la valeur des uns et des autres, ils s'engagent à fond, tout comme les « francisés », dans une méticuleuse analyse de la personnalité algérienne.

Comment se définir ? Comment s'accepter après une servilité centenaire et une guerre civile entreprise contre un ennemi intimement mêlé à sa propre vie ? Comment tolérer de découvrir en soi des habitudes mentales et sociales directement héritées des Français qu'on a voulu refuser ? Comment revivifier une culture arabo-musulmane et lui rendre sa noblesse originelle, selon le vœu du Cheikh Ben Badis, alors qu'elle est généralement archaïque et méprisée ? Que penser d'une société algérienne partagée franchement en une élite comme déracinée, qui vit à la française, et une communauté misérable qui végète à la façon des « indigènes » de l'ancien régime, fierté mise à part ?

(17) Du moins en arabe.

Le problème est d'harmoniser cette personnalité — et partant, cette société — si contradictoires.

D'aucuns préconisent naturellement des choix exclusifs. Ainsi dans une rubrique comme « La vie et l'Islam » d'*ach-Cha'b*, on ne s'en réfère qu'aux modèles religieux. Dans une autre, intitulée « L'éducation et l'enseignement », on préconise une réarabisation profonde.

Constatons cependant la réaction qui s'est produite après qu'on ait tenté d'intégrer l'expérience algérienne au seul cadre du progressisme marxiste, aux premiers temps de l'indépendance : on a refusé le détournement de la libération du pays au profit d'une idéologie unique et somme toute étrangère. L'Algérie peut certes rester socialiste mais elle préfère en appeler pour cela à ses propres principes d'égalitarisme communautaire, présents à la fois en milieu berbère, en milieu arabe et en milieu syndicaliste.

Il faut donc chercher d'autres valeurs encore et c'est ce que tente 'Abdallah Cheryet' dans la chronique « Propos du dimanche » d'*Al-Mujâhid*.

Sa méthode, c'est la réflexion philosophique. Son but : ausculter et diagnostiquer, puis tenter de soigner et guérir la société algérienne de ses maux. Dans ce but, il utilise successivement divers procédés et d'abord l'histoire — car il est l'auteur, avec El-Milî, d'une « *Histoire de l'Algérie* » en arabe. Il étudie donc, au fil des semaines, le passé du pays et les anciennes manifestations de la personnalité algérienne.

Au bout du compte, les lecteurs l'approuvent, même si certains croient bon de l'accuser de racisme, et de rouvrir — à propos de Massinissa — les tombeaux berbères.

Puיל il s'adonne comme Socrate à la maïeutique, et s'attaque dans des dialogues, de maître à discipline, à des concepts religieux erronés et à des défauts psychologiques. Il dénonce la contrainte sociale, l'assujettissement à la cité des morts. Il dit entre autres : nous sommes un peuple arriéré, où les morts (c'est-à-dire les habitudes des générations précédentes) commandent davantage que la vie et ses problèmes. Nos générations ne sont pas solidaires, même si l'on trouve des gens qui s'entraident au sein de l'une d'elles. Le père ne veille pas sur l'honneur de sa fille mais sur son propre honneur... Les innovateurs n'existent pas... L'Arabe, pauvre et nu, ne veut que le Paradis : alors, il fait des prophètes et se croit au Paradis. Il vit d'illusion et de rêves ; il ne réfléchit pas. Pour lui, l'avenir, c'est l'Au-Delà

Or, pour le maître du dialogue, l'Autre Monde, c'est l'avenir qu'on forge par le travail. Et sa rétribution véritable est le profit que ceux qui viendront après nous en tireront. Donc, il faut agir et non pas imiter — et se rappeler que les Français ont *voulu* le colonialisme et qu'ils l'ont fait (18).

Ces propos percutants sont également bien accueillis par certains lecteurs sensibles à leur franchise et à leur honnêteté. Mais d'autres correspondants reprochent à l'auteur d'avoir foulé aux pieds les sentiments sacrés et éternels de l'âme algérienne.

Réponse : ce sont des gens pareils qui oppriment la pensée depuis l'époque de la décadence.

A. Cheriet' entreprend ensuite une curieuse démarche qui doit le mener, après qu'il ait stigmatisé les défauts de la société traditionnelle à s'attaquer à ceux de la société moderne « francisée ». Or le meilleur moyen pour cela lui paraît être de traduire *Les carnets du Major Thompson* de Daninos ! Parce que, dit-il, l'étonnant dans ce livre c'est qu'on y retrouve dans bien des cas l'analyse de la société algérienne, avec ses contradictions mentales, ses déviations psychologiques, les complications de sa vie familiale, l'ineptie de la gestion administrative et le rejet de la responsabilité sur les autres... La durée de notre coexistence avec la société française a laissé en nous des habitudes que nous ne ressentons plus qu'en lisant un tel livre... J'espère que les Algériens toucheront ainsi du doigt ce qui ne fait pas partie de leurs mœurs originelles... (19).

Une fois encore, cet essai est apprécié du public, malgré les voix qui s'écrient : vous écrivez pour des Anglaises en oubliant les mules et les ânes d'Algérie.

Cheriet' réplique avec amertume : Tous mes contradicteurs se ressemblent sur un point : ils veulent que je ne fasse rien, que je sois comme eux mais surtout que je ne les regarde pas ne rien faire. Ils ne savent rien mais cela leur fait mal que d'autres fassent quelque chose (20).

Comme il sent peser sur lui le poids d'une lourde responsabilité, il reprend malgré tout son effort, au service de la raison et des idées « plus précieuses encore que la paix ». Cette fois, il s'agit de construire une philosophie du socialisme algérien et de ne plus vivre par civilisation interposée à travers des mots tels que « démocratie, communisme », qu'on utilise sans tenir compte des choses signifiées. Il déclare : la solution n'est pas dans le nom de la vie mais dans la création de cette vie; à part cela, il y a des hommes productifs et des paresseux dans tous les régimes.

On ne peut nier le courage et la patience d'une telle démarche qui part du point de vue que l'on ne peut avoir du pain si l'on n'a pas compris d'abord le « problème » du pain. Elle n'est guère optimiste mais du moins regarde-t-elle la réalité en face.

L'enthousiasme est passé de mode en Algérie et même sur le plan de la production culturelle, on n'entend que des réflexions désolées. Le folklore révèle bien aux foules une Algérie qu'elles ignorent, mais le folklore, qu'est-ce, sinon un passé mort ?

Bien sûr, la voix des enseignants et des hommes de lettres arabes est loin d'exprimer complètement l'opinion du pays. Elle a cependant le mérite de s'adresser à ceux qui jusqu'ici ont été négligés : les hommes de l'intérieur.

Mais la méditation ne convient pas à tout le monde; les syndicats ne croient pas à la solution des problèmes par la littérature, eux veulent la

(19) Extraits traduits et résumés.

(20) Boutade reprise à Taha Huseyn.

rechercher à travers l'étude des transformations révolutionnaires qui doivent mobiliser les masses populaires, remplacer les structures coloniales et réaliser le socialisme. Cela non plus ne convient pas à tous.

L'on voit donc comment l'opinion algérienne s'exprime à travers ses journaux arabes : avec intensité et conscience mais fragmentairement. Dans ce pays qui met la presse au service de l'Etat, où l'information est monopolisée par l'unique agence nationale, on découvre que le commentaire subit moins la pression officielle et qu'il y règne en définitive une liberté d'esprit plus vive qu'ailleurs.

D. — MAROC : *Liste des journaux parus en 1966.*

TITRE	PÉRIODICITÉ	TENDANCE	DATE DE FONDATION	FORMAT NOMBRE DE PAGES	PRIX	LIEU D'IMPRIMERIE
<i>al-‘Alam</i> (Le Drapeau)	Q	Istiqlâl	Septembre 1946	Grand. 6 p.	0,30 dh	Rabat
<i>al-Anbâ’</i> (Les Informations)	Q	Gouvernemental	remplace : <i>Akhir Sâ’a</i> 14 janvier 1964	Grand. 4-6 p.	0,25 dh	Rabat
<i>al-Masâ’</i> (Le Soir)	Q du soir	Indépendant Muṣṭ’afa al-‘Alaoui	5 avril 1966 remplace les journaux de la société ad-Dunya	Quart 8 p.	0,30-0,50 dh	Rabat
<i>al-Kifâh’al-wat’ani</i> (Le Combat national)	H	Indépendant Marxiste	12 mars 1965 remplace : <i>al-Mukâfih’</i>	Grand 4-6 p.	0,30 dh	Casablanca
<i>ach-Cha‘b</i> (Le Peuple)	H	al-Makkî an-Nâciri	1950 ?	Moyen 6 p.	0,50 mh	Rabat
<i>al-H‘araka</i> (Le Mouvement)	H	Mouvement populaire Ahardane	22 février 1965	Grand. 4 p.	0,30 dh	Rabat
<i>an-Nid‘âl</i> (La Lutte)	tri-H	Parti Libéral Indép.; R. Mûlîn	1959 ?	Demi. 8 p.	0,25 dh	Rabat
<i>al-Barlamân</i> (Le Parlement)	H	Indépendant	1963	?	0,30 dh	?

La population marocaine est la plus nombreuse du Maghreb puisqu'elle compte treize millions et demi d'habitants. Comme on le voit, huit journaux arabes au moins (17) lui sont offerts. C'est peu, par rapport à la Libye, beaucoup par rapport à la Tunisie et à l'Algérie.

La presse marocaine se distingue par une certaine ressemblance avec la presse de la troisième République française : elle est toute aux mains de l'entreprise privée, à l'exception du quotidien *al-Anbâ'*, seul journal gouvernemental du pays; les partis y sont représentés selon les coutumes de la démocratie parlementaire et elle compte plusieurs propriétaires particuliers. Il semble donc que la presse en tant qu'entreprise capitaliste se soit mieux acclimatée au Maroc que dans le reste du Maghreb. Elle s'y maintient d'ailleurs depuis l'indépendance et Rabat possède même depuis 1966 le seul quotidien du soir d'Afrique du Nord en arabe : *al-Masâ'*.

Tous les journaux arabes sont nationaux. Les partis leur attribuent la priorité, même si parfois ils publient des journaux en français.

On en comptait davantage au début de 1965; mais l'état d'exception et les nombreuses saisies, amendes et interdictions qui ont accablé la presse cette année-là, ont eu pour résultat de réduire le nombre des puissants et des téméraires. D'aucuns, comme *al-Muh'arrir*, de l'U.N.F.P., ont suspendu leur parution dès les débuts de l'affaire Ben Barka; d'autres se sont tus après avoir tenté plusieurs fois de renaître de leurs cendres.

L'habitude de la presse marocaine, défendue par un syndicat actif, est de ne pas mâcher ses mots. Le lecteur qui, au sortir d'autres journaux maghrébins, ouvre un quotidien ou un hebdomadaire du Maroc, va de choc en surprise en tombant aussitôt sur la dénonciation violente des abus ou la louange la plus courtisane... Les événements de 1965 ont seulement contraint les journalistes à moins de véhémence et à un choix plus circonspect. En effet, depuis lors, les silences prudents, l'autocritique et la pression officielle laissent dans les articles des traces que le lecteur averti détecte aisément.

Mais à part cette habitude de restriction qui est courante aussi dans les trois autres pays, c'est au Maroc que la presse peut le mieux refléter ce qu'il est convenu d'appeler une opinion publique, c'est-à-dire l'ensemble des avis des citoyens exprimés avec leurs nuances. Les journaux parlent tous des mêmes faits mais c'est parfois peu croyable tant ils les montrent sous un aspect ou trop flatteur ou trop désolant. Les motivations sont d'ailleurs loin d'être aussi distinctes que les groupes politiques: elles s'enchevêtrent plutôt en eux et parfois leur sont communes.

Un certain contact arrive à s'établir entre les journaux et leurs lecteurs, même si les exemplaires parviennent avec du retard dans les tribus et les qsour lointains; car ce ne sont en fait que des porte-paroles de coteries et ils circulent par conséquent en circuit fermé.

(21) Il est difficile de savoir exactement combien de journaux paraissent à un moment donné; plusieurs ont une périodicité fort irrégulière. On n'est jamais sûr qu'ils poursuivent leur publication.

Il en existe d'ailleurs dans les villes secondaires comme Meknès. Ceux-là ne tirent pas à 500 exemplaires mais sont évidemment lus.

Il y a place pour tous, dans les journaux arabes marocains, même pour le peuple déshérité. Car la misère du pays, criante à côté du luxe des grands et des parvenus, est amèrement ressentie, et décrite comme un reproche vivant à l'adresse des responsables et des administrateurs. Cependant, il faut dire qu'elle sert surtout d'argument pour crier vengeance ou pour élaborer l'une ou l'autre théorie.

L'éventail de l'opinion s'ouvre largement car l'élan des modernistes, qui ont acquis une grande audience, est contrebalancé par le poids des traditionalistes qui continuent à participer activement aux affaires du pays. L'opinion publique est peut-être plus structurée au Maroc que dans les trois autres pays, car elle s'appuie sur des partis qui existent et fonctionnent et les journaux sont défendus légalement par un syndicat.

En 1966, année somme toute un peu creuse pour la presse, il reste tout de même en présence les organes de l'Etat (c'est-à-dire du Palais Royal), de l'Istiqlal, des milieux de l'université Qarawiyyin, des Berbères, des hommes d'affaires, des libéraux, des syndicalistes (22) et des marxistes.

Personne n'est plus foncièrement dans l'opposition : beaucoup attendent des conditions favorables pour se rallier au pouvoir. Le Centre, satisfait du régime, ne s'inquiète que de la situation économique et sociale du pays.

Les mots les plus courants des titres sont : crise, problème, responsables... Après l'élan initial des années 1956 à 1958, ce qu'on se plaît à nommer la stagnation et le règne de l'arbitraire ont mis à l'épreuve bien des illusions. Mais les journaux ont davantage étalé les défauts qu'ils n'y ont porté remède.

Seul au milieu de tous, le journal officiel *al-Anbâ*, évite volontairement la passion et la polémique. Il expose avec quelque distanciation une politique positiviste et se plaît à montrer les fastes de la vie de cour et des traditions marocaines.

ach-Cha'b par contre, prend parti selon sa devise : « Au service du peuple, du trône et de l'Islam ». Pour lui, la toute puissance appartient à la religion et à son représentant sur terre : le souverain Commandeur des Croyants. Comme on l'enseigne à la Qarawiyyin de Fès, l'Islam est pour ce journal à la fois une politique, un système d'organisation, un moyen d'action, une réalité. Il suffit de retourner à ses sources pour retrouver les valeurs et les voies propres à la réforme de la civilisation. Tout est dans le Coran, y compris par exemple la base de la réforme agraire. L'Islam est fort, ce sont les musulmans qui se sont affaiblis. Il faut donc réagir grâce à l'enseignement religieux des mosquées et des confréries... C'est, on le voit, la pure théorie de la « salafiya », baignant de surcroît dans l'arabisme.

Pour les « libéraux indépendants » d'*an-Nid'âl*, c'est le Roi qui incarne l'âme de la lutte et c'est la lutte qui unit le peuple et le trône. Le passé

(22) Ils publient un hebdomadaire bilingue *at-T'alî'a - L'Avant-garde*, dont nous ne parlons pas spécialement car les pages arabes ont le même contenu que les pages en français, accessibles au lecteur.

pèse d'un grand poids dans l'esprit de ces hommes. Ils n'oublient pas les ancêtres modèles, la grandeur arabe et la caution qu'Allah a donnée à la communauté musulmane. Si celle-ci se trouve dans un état qui est loin de valoir celui que décrit le livre de Dieu, c'est aussi à cause de la désunion des hommes.

Il faut donc agir sur eux en faisant appel à l'unité et au progrès, principe sans doute hérité d'anciens mouvements de réformisme politique de l'empire ottoman et qui amènent les libéraux — qui sont en réalité des « hommes libres », c'est-à-dire des hommes indépendants par rapport à un pouvoir absolu — à réclamer la liberté d'expression, à flétrir l'administration, à s'inquiéter de la stagnation du pays et de l'amoralité de la société actuelle. Ils dénoncent l'inutilité d'une culture de classe, œuvre de l'oisiveté des fonctionnaires confinés dans l'imitation de l'Occident. A leur avis, même si l'on vit dans un monde unique et sous le même soleil, il n'en reste pas moins que la langue, la religion et la vie sociale diffèrent et qu'elles doivent produire des œuvres particulières.

al-H'araka (23), proche du Roi encore, met son point d'honneur à défendre les Berbères contre ceux qui ne veulent pas reconnaître leur particularisme. Certains « Arabes » qui ont beaucoup lutté jadis contre les « décrets berbères » du Protectorat et la francisation, jugent en effet que c'est l'arabisme qui exprime la personnalité nationale et que seul il peut en assurer l'épanouissement. Une vive opposition anime les leaders des deux tendances.

Quant à *al-Masâ'*, c'est le dernier né des journaux d'une société d'affaires qui, jusqu'en 1965, a fait paraître des hebdomadaires surtout satiriques. Ceux-ci se sont succédé à un rythme rapide par suite de démêlés avec les autorités. Cette fois, un jeune directeur lance avec hardiesse un quotidien du soir, ce qui évitera de concurrencer de front les deux autres quotidiens, *al-Anbâ'* et *al-'Alam* qui sortent le matin. Il s'agit d'un journal minuscule mais qui marche bien; il doit ses bénéfices à la franchise, ou au tour allusif de ses révélations scandaleuses — et aussi à sa volonté de suivre les affaires embrouillées de près. Il s'est intéressé à l'affaire Ben Barka. Mais la censure aidant, l'information s'est trouvée canalisée par l'Agence France Presse ou l'agence officieuse marocaine Maghreb Arabe Presse. Le souvenir des amendes, emprisonnements, saisies et interdictions de 1965 était trop frais pour qu'un scandale pût prendre son essor au Maroc; les journaux arabes ont donc abordé la question avec prudence et sans jamais en faire une affaire commerciale.

L'équipe d'*al-Masâ'* est pragmatiste et sait le prix de l'argent. En politique, elle serait plutôt opportuniste, attaquant tout le monde pour n'être avec personne, s'abritant derrière l'arbitrage du Roi. Sa petite feuille réaliste ne croit pas aux principes d'action des intellectuels de gauche même si elle a un faible pour l'UNFP. Elle n'est pas inféodée à l'Islam même si elle cite le Coran. Elle considère les intérêts de son public et cherche plutôt dans le Livre des raisons de mettre les gens au travail. Elle préfère une attitude

active et le recours à des moyens scientifiques modernes, à la voie ténébreuse de la tradition. Elle se méfie des solutions théoriques et dit : « Les juristes ne nous ont jamais donné à manger... ». Elle veut la limitation des naissances dans le peuple, car il ne sert à rien de mettre des enfants en un monde qui ressemble à l'enfer, où leurs pères ne pourront pas faire des hommes dignes de ce nom. Cette façon de voir fait penser au journal tunisien *aç-Çabâh'* qui lui aussi traite les problèmes sociaux et économiques en bourgeois. *al-Masâ'* qui peut-être n'apprécie pas les mariages des Marocains avec des étrangères voit en tous cas les pires dangers dans l'union des Marocaines avec des étrangers. Pour lui, ces femmes deviennent indignes et perdent la confiance de leur famille, l'estime de leur groupe; elles donnent le jour à des enfants complexés, dissolus, sans religion, ni principes moraux, etc... Germaine Tillion a parfaitement expliqué les raisons traditionnelles d'une telle attitude qui consiste à éviter à tout prix d'introduire dans sa famille des ayants-droit qui ne sont pas du même sang.

al-'Alam est autre chose. C'est à la fois le seul quotidien arabe du Maroc connu à l'étranger et le grand journal d'un parti actif, l'Istiqlal, qui existe depuis longtemps. Il a joué un rôle important dans la lutte pour l'indépendance. Bien fait, il s'appuie sur une expérience journalistique sérieuse et des techniques très à jour. Même il prospère puisqu'à partir du 14 novembre 1966, il peut paraître tous les jours de la semaine au lieu de six jours sur sept. Il est rendu vivant par la circulation d'idées, dont il est le canal, entre les responsables du Parti et les militants des cellules implantées un peu partout dans le pays.

La ligne de l'Istiqlal n'a guère varié sur le fonds depuis les débuts du mouvement, vers 1930, l'idée d'indépendance mise à part. Car celle-ci, considérée longtemps comme le but unique, a bien dû être dépassée une fois que le fait eût été acquis.

L'opinion d'*al-'Alam* s'encadre toute dans le réformisme religieux, dans la démocratie et l'humanisme musulmans. Aux impératifs de la « salafiya » se joignent ceux de la renaissance nationaliste et de la démocratie constitutionnelle. Panarabe et panislamiste, ce journal ne semble pas devoir démorordre de son programme tant que celui-ci n'aura pas été intégralement réalisé. Mais force lui est, en 1966, de déchanter, et de constater avec amertume que la réalité contredit la plupart des principes pour lesquels combat l'Istiqlal. La misère, l'immoralisme, l'illégalité, l'indifférence règnent. Les mêmes thèmes reviennent inlassablement : désunion des Arabes, état d'exception, Mauritanie qu'il faut récupérer, tribus sans terre, enfants sans toit, existence illégale et scandaleuse de la presse Mas qui perpétue la vieille présence coloniale. Ce n'est pas qu'il manque au Maroc d'exemples d'efforts et de bons départs mais ceux-ci se perdent généralement dans le bourbier de l'administration. Tel par exemple le théâtre d'amateurs marocain, si merveilleusement vivant aux beaux jours de 1958, si brimé aujourd'hui.

L'UNFP étant muette en 1966, le rôle de défendre les idées de gauche repose tout entier sur l'hebdomadaire bilingue *at'-T'ali'a-L'Avant-Garde* de

l'Union Marocaine du Travail (24), ainsi que sur l'hebdomadaire *al-Kifâh' al-Wat'anî*.

Le premier est bilingue et exactement biparti entre l'arabe et le français; il défend les positions syndicalistes, dans le cadre des syndicats libres de la C.I.S.L.

Quant au second, il constitue un témoignage unique au Maghreb de libéralisme de l'Etat en matière de presse — ainsi qu'une preuve de la persistance du mouvement communiste. En effet, si le Parti communiste est actuellement interdit au Maroc (25) comme dans le reste du Maghreb, il y conserve cependant le droit de faire paraître ses publications et *al-Kifâh' al-wat'anî* en est une.

Nous y découvrons une image du Maroc évidemment très différente de celle qui est présentée ailleurs. Elle est axée sur les classes populaires, c'est-à-dire surtout sur les ouvriers de Casablanca, plus ou moins marqués par l'influence marxiste. *al-Muh'arrir*, de l'UNFP, n'offrait pas du tout le même reflet car il reflétait plutôt les milieux intellectuels occidentalisés et francisés.

Ali Ya'ta, directeur de *al-Kifâh' al-Wat'anî* et rédacteur d'une grande partie de ses articles, est attentif à la vie des pays de l'Est, de l'Amérique latine, ou de l'Afrique Noire progressiste; il admire l'exemple soviétique et la force révolutionnaire éparse dans le monde; il veut une refonte complète de la société marocaine et l'établissement d'une justice distributive totale au profit du peuple.

Il dénonce au Maroc l'échec de l'état d'exception qui n'a pas assuré l'essor et le progrès du pays; mais, pour lui, la question n'est pas de savoir si l'on va abandonner ce régime pour un pseudo-parlementarisme qui servira de paravent à un pouvoir absolu; elle est de choisir une nouvelle voie politique générale pour le pays, et de déterminer une méthode de gouvernement qui prenne en considération les intérêts de tous les citoyens. Rien n'est possible sans le peuple. Tout doit être conçu en son sein. Le mouvement culturel surtout doit être populaire car le sous-développement de la culture va de pair avec celui de l'économie et de la société. Il existe des intellectuels grandement coupables de préférer le plaisir esthétique au service de l'humanité; des lettrés traditionalistes qui continuent à tirer des arguments tout faits de leurs livres, sans se former une opinion dialectique; ils ont tort de croire que la connaissance est un but en soi. Ce qu'il faut, c'est une littérature réaliste, socialiste, humaniste, fraternelle; comme la littérature soviétique.

A son avis, l'art officiel marocain — tel qu'il se manifeste par exemple au grand théâtre de Rabat — est bourgeois, individualiste, réservé à une classe inintéressante. Et le conservatisme de la musique marocaine, qui ne plaît que sur le moment, lui enlève toute vigueur à cause du rabâchage des thèmes, des mélodies et des rythmes. Mais pire que tout, personne ne discute de musique, personne n'a d'opinion sur elle.

(24) L'U.M.T. est affiliée à la C.I.S.L. et non à la C.G.T.

(25) Depuis 1963.

On voit tout de suite qu'*al-Kifâh' al-Wat'anî* est loin de n'être qu'un porte-parole soviétique. Grâce à la personnalité de son directeur, il reste tout imprégné de vie marocaine. Il défend même des principes difficilement admissibles pour des marxistes classiques, par exemple l'arabisme.

Il offre l'asile de ses colonnes aux confrères marocains ou maghrébins de gauche qui ont eu maille à partir avec leurs gouvernements : ainsi les communistes tunisiens qui ont tenté de faire paraître un journal en 1965 et qui ont fait connaître leur échec par un article du *Kifâh'*.

Est-ce son courage ? son patriotisme ? son peu d'audience ? Le fait est qu'on laisse la vie sauve à ce journal sans hypocrisie, malgré ses prises de positions si contraires à l'optique prédominante au Maroc.

C'est d'ailleurs avec beaucoup de souplesse que 'Ali Ya'ta tient compte de la réalité monarchique. Il publie dans ses colonnes des lettres ouvertes au Roi et il lui arrive d'être reçu en audience et d'exprimer ainsi la voix du mouvement ouvrier de Casablanca.

Ce bref inventaire de l'opinion de la presse arabe marocaine permet d'affirmer qu'elle ne jouit plus de la liberté d'expression totale qui lui a permis naguère des débordements par trop explosifs.

Les feuilles satiriques dont les caricatures et la gouaille libéraient si bien l'esprit populaire, ont disparu avec l'année 1965. Les journaux qui subsistent se sentent brimés sinon menacés. Mais ils conservent assez de personnalité et d'assez vieilles habitudes de franc parler pour offrir encore un portrait vivant de l'opinion publique; l'on constate ou bien une amertume réaliste et, à partir d'elle, un mécontentement frondeur, des théories — ou bien des accommodements avec le ciel.

Il apparaît avec netteté qu'une partie seulement de l'élite et des ouvriers est occidentalisée. Le reste, massivement, persiste dans la voie du Vieux Maroc.

Il est acquis que les Maghrébins ont leur opinion; peut-être pas autant d'avis que de têtes mais en tous cas une opinion publique nuancée et qui s'appuie sur des éléments assez différents de ceux auxquels nous, Occidentaux, faisons habituellement appel.

Pour s'exprimer, ils bénéficient d'un système double. D'une part, ils restent fidèles à la transmission orale, animée par l'éloquence et la discussion publiques — ou propagée sous le manteau : c'est ce que l'on voit communément dans le peuple mais aussi dans certains milieux citadins — algérois par exemple — qui se spécialisent dans une information « parallèle », dénoncée par l'Etat comme étant une intoxication de l'opinion.

D'autre part, un certain nombre d'instruments d'information nationale ont été créés selon les techniques modernes. Il s'agit des agences de presse, de la radio, de la télévision, des actualités filmées, des journaux. Il s'avère difficile aux « Maghrébins de base » d'emprunter ces voies neuves pour se faire entendre car, en réalité, elles sont destinées à leur proposer une opinion déjà faite; certaines voix y sont admises et d'autres rejetées, comme la plupart du temps celles des communistes ou des Berbères.

Nous l'avons constaté, l'opposition ne s'exprime plus librement dans les journaux maghrébins. En Libye, en Tunisie, en Algérie, au Maroc, ils sont passés sous le régime d'une liberté d'expression relative et octroyée — et ceci bien que les quatre constitutions reconnaissent la liberté de la presse comme un droit fondamental. Quatre régimes politiques différents ont donc imposé en fait une contrainte similaire. La censure existe partout mais elle s'exerce le plus souvent par des moyens détournés.

Il ne reste aux journalistes qu'à s'accommoder de la réalité et à s'armer de circonspection quand ils tiennent à émettre des avis non officiels. Tous ne s'insurgent d'ailleurs pas contre un contrôle de l'Etat. Certains militants de partis uniques justifient l'autocritique. Mais ce qui se défend sur le plan du commentaire paraît moins sûr quand il s'agit d'information.

Ce n'est pas ici le lieu d'étudier en détail ce que sont les journalistes maghrébins, malgré l'intérêt que présente la question. Disons en bref que c'est la personnalité, plus que le métier, qui fait la valeur de la plupart d'entre eux. Beaucoup sont des hommes politiques de premier plan comme H. Bourguiba et A. el Fassi; d'autres, des hommes de lettres comme A. Cheriet'. Il y a peu de professionnels chevronnés comme H. Labidi.

Evidemment, les collaborateurs des journaux gouvernementaux se tiennent à l'abri des critiques « d'en haut ». Il faut savoir pourtant que leurs feuilles ne bénéficient pas d'un préjugé favorable auprès du public et qu'ils souffrent de cette désaffection parfois injustifiée.

Nous l'avons vu, les idées que l'on rencontre le plus couramment dans les journaux sont celles d'une élite qui éprouve quelque difficulté à sortir de ses propres problèmes et de sa propre optique. Et naturellement les hommes d'affaires n'écrivent ni ne pensent comme les militants, les enseignants comme les économistes ou les hommes d'Etat.

L'opinion, lorsqu'elle s'exprime en arabe, n'adopte pas le même ton que lorsqu'on l'écrit en français. Dans le premier cas, elle se passionne et se personnalise, suit les méandres de l'analyse et de la polémique; dans le second, elle emprunte plus volontiers une allure d'enquête, de reportage, de plaidoyer à la tribune.

La coexistence des deux présente des avantages de complémentarité... Des désagréments aussi, d'ordre technique et financier. Au fond, l'évolution future des presses nationales en arabe et en langues occidentales dépend des résultats de la politique d'arabisation; il se peut qu'elle reste différente dans les quatre pays (26).

Quoi qu'il en soit, on ne peut manquer de sentir une unité latente de l'opinion maghrébine à travers les particularismes locaux.

Partout la conscience de nouvelles responsabilités a fait délaisser quelque peu le slogan politique au profit de l'exposé des problèmes sociaux et économiques. Bien sûr, la question du budget ne s'aborde pas de la même façon dans la riche Libye et chez ses voisins. La monarchie (patriarcale) ou théocratique, le bourguibisme, la révolution socialiste suscitent des théories politiques différentes. Il n'en est pas moins vrai que partout on endoctrine le

(26) En libye, l'arabisation se confond avec l'alphabétisation.

peuple et que la conscience du sous-développement a provoqué des réactions nouvelles et de justes analyses.

Partout aussi s'en est allée la quiétude traditionnelle au profit de l'anxiété devant l'avenir de la société musulmane — et d'un malaise causé par la disparité culturelle entre les occidentalisés et les autres.

Le problème de la personnalité nationale se pose avec acuité; chacun peu à peu découvre son pays tel qu'il est, avec ses steppes et ses déserts, son climat hasardeux, ses habitants d'un autre âge, sa misère : il faut bien assumer aussi cette autre partie de soi.

De même, on distingue en soi à présent la marque occidentale laissée par l'époque coloniale et on se demande non sans angoisse comment on pourra concilier la destruction de tout sentiment d'aliénation avec le souci de conserver les richesses d'une culture à laquelle on tient énormément... Les Algériens surtout apportent à cette recherche une âpreté qui leur fait méconnaître la généralité de certains défauts et contradictions.

De nouvelles voies se fraient, le comportement change. Les Maghrébins accèdent plus largement à l'action, à l'effort personnel. Ainsi, dans le domaine religieux, on prône davantage la rénovation individuelle que l'obéissance aveugle aux autorités traditionnelles.

Mais on est frappé par le caractère exclusivement masculin de cet effort gigantesque de renouveau. Les femmes n'ont aucune part à son élaboration, sauf en Tunisie. Certes elles participent au vote, au travail, aux sacrifices; on les endoctrine tant et plus. Mais elles n'assistent guère aux manifestations de la vie publique ou culturelle; les photos des journaux montrent obstinément de jeunes hommes. Lorsque la femme apparaît, elle sert généralement de caution à des intentions théoriques... Le plus souvent, elle vit en tas, dans son monde à part et clos.

Les journaux offrent peu de rubriques pour les femmes, et elles manquent d'attrait ou d'ampleur. Pourtant, les femmes confrontées chaque jour avec les problèmes pratiques de la vie chère, des logements exigus, des maternités successives et du nouvel avenir de leurs enfants, ont certainement une opinion. Elles écoutent la radio, mais que sont-elles préparées à comprendre ? En fait, comme elles n'ont jamais aucune prise sur la vie publique, elles ne savent pas s'exprimer comme les hommes. Leur opinion est faite d'emballlements, d'espoirs, de vœux, de prières, de cris, de soupirs et de résignation. C'est tout cela qu'on appelle le fatalisme. Les révoltées n'ont plus droit à la parole. Seules les raisonneuses, les courageuses et les bigotes s'adressent à leurs sœurs. Et ce que l'on publie s'encadre par enchantement dans le système masculin.

La presse maghrébine est puritaine. Elle se départit mal d'un ton prêcheur et du style littéraire en usage dans les lycées. C'en est fini, en 1966, des journaux satiriques. C'est pour toutes ces raisons que beaucoup de lecteurs, gâtés peut-être par la facilité de la presse européenne jugent leur presse terriblement ennuyeuse — en dépit de ses analyses fines et de ses tentatives courageuses de prendre la réalité à bras le corps — ou justement à cause d'elles. Ils lui reprochent de ne pas être au courant des événements, de ne pas oser les commenter, ou de les taire à dessein. Il y a là du vrai

mais beaucoup moins qu'ils ne veulent le faire croire car il ressort clairement de leurs verdicts trop absolus que ces détracteurs de la presse omettent de la lire.

On lit également fort peu dans chaque pays les journaux des pays maghrébins voisins. Seuls les journaux tunisiens ont quelque audience à l'étranger et c'est regrettable car la presse maghrébine tirerait parti de quelques comparaisons réciproques. Elle s'en enrichirait et prendrait conscience de la nature de sa relative unité ainsi que des progrès qu'il lui reste à accomplir.

Car les journaux maghrébins ne sont la copie ni de leurs confrères européens ni de leurs confrères du Moyen-Orient. Même s'ils s'abreuvent aux sources des uns et des autres, ils gardent leur cachet. Sans se concerter, ils ont comme un air de famille; ils publient davantage d'informations sur le monde arabe et le Tiers-Monde que sur l'Europe, l'U.R.S.S. ou les U.S.A. Ils dénoncent tous l'impérialisme, surtout celui de la Rhodésie. Ils publient tous les documents de l'Organisation pour la Libération de la Palestine. Ils ne parlent qu'épisodiquement de l'affaire Ben Barka, à propos de laquelle ils se rendent compte très tôt que la vérité éclatera difficilement...

Finalement, le défaut majeur de cette presse est d'être trop orientée; sa mission importe généralement plus que son rendement. Elle a gardé, surtout en arabe, un côté artificiel dû au manque d'une clientèle sûre. Elle demeure un moyen d'action théorique sur les masses, institué *a priori*, dans l'espoir qu'il réussira un jour. Elle vit largement de subsides.

Certes elle ne jouira jamais du monopole de l'opinion qui a fait jadis le succès des journaux occidentaux avant l'apparition de la radio. Pour cela il est trop tard. Mais il lui reste une place à conquérir dans son propre monde au fur et à mesure des progrès de l'alphabétisation et du niveau de vie.

Sera-t-elle libre alors ou tenue en laisse ? La satisfaction officielle y compensera-t-elle les inquiétudes populaires ? Nous souhaitons en tout cas qu'elle ne perde rien de ses qualités de lucidité et qu'elle reste dure à elle-même comme il convient à une presse de citoyen.

Chritiane SOURIAU.